

Les électorats sociologiques

Les mondes agricoles : une minorité éclatée, ancrée à droite

N°13
Février 2012

Bertrand Hervieu et François Purseigle
Chercheurs associés

www.cevipof.com



SciencesPo.

CEVIPOF
CNRS

Centre de recherches politiques



N°13
Février 2012

Bertrand Hervieu et François Purseigle
Chercheurs associés

Les mondes agricoles : une minorité éclatée, ancrée à droite

On peut estimer à plus de 3 millions d'inscrits, l'électorat agricole soit environ 8% du corps électoral.

Minorité venue d'une majorité démographique, cet électorat se sent isolé au sein du corps social et menacé de déclassement. Politiquement, il se caractérise par une participation électorale forte, un solide ancrage à droite et une pénétration nouvelle des thèmes portés par l'extrême-droite.

Les mondes agricoles constituent un électorat singulier caractérisé par une nouvelle donne démographique, un socle de valeurs repérable et un ancrage à droite renforcé.

1/ Amenuisement démographique et poids électoral

La population agricole est devenue minoritaire, au sein de la société française et sa trajectoire démographique est claire. 4,5 millions d'actifs agricoles ont disparu durant le XX^e siècle et le nombre d'exploitations agricoles a, selon les dernières estimations du recensement agricole de 2010, chuté de 26% en dix ans. Les mondes agricoles ne sont plus majoritaires au sein même des campagnes françaises. Ils appartiennent à une minorité parmi d'autres.

Selon les derniers recensements, un million d'actifs travaillent dans les 490 000 exploitations agricoles que compte la France. Sur ce million d'actifs on dénombre, en 2010, 604 000 chefs d'exploitation et co-exploitants, soit moins de 3% de la population active, 207 000 aides familiaux et 155 000 salariés permanents hors cadre familial. Au total, les

actifs agricoles familiaux sont en recul au profit du salariat qui croît en valeur relative. Il est légitime de prendre en compte les salariés de l'agriculture dans l'identification de l'électorat agricole, dans la mesure où plusieurs enquêtes viennent confirmer l'hypothèse d'une convergence entre le vote des salariés agricoles et celui des chefs d'exploitation¹.

Moins nombreuse, la population agricole française est également vieillissante. En 2010, parmi les chefs d'exploitation et co-exploitants professionnels, seul un quart d'entre eux est âgé de moins de 40 ans (Agreste, 2011). 1 767 000 retraités de l'agriculture sont gérés par le régime spécial de protection sociale agricole². Ils continuent de revendiquer leur appartenance professionnelle d'origine et d'orienter prioritairement leurs choix électoraux dans ce cadre.

Pour évaluer le poids de l'électorat agricole parmi les 43 millions d'électeurs français en 2011, nous devons prendre en considération les trois données suivantes. D'une part, la population des ménages agricoles (personnes vivant sous le toit d'un agriculteur ou d'un

¹ L'enquête d'opinion citée en référence est le Baromètre politique français du CEVIPOF, 2007.

² « Chiffres clés 2011 : les chiffres de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire », *Alim'agri*, hors-série n° 25, janvier 2011. <http://agriculture.gouv.fr/alim-agri-chiffres-cles-2011>

salarié agricole actif et incluant donc des enfants mineurs, des retraités, des actifs d'autres branches professionnelles). Elle est estimée à 3,6 millions de personnes. D'autre part, les actifs agricoles travaillant régulièrement sur les exploitations qui sont évalués à un million de personnes. Et enfin, les retraités au nombre de 1,8 million. L'électorat agricole, au sens large, représente plus de 3 millions d'inscrits sur les listes électorales soit environ 8% du corps électoral. Cet électoral se caractérise par une participation électorale forte qui en accroît son influence.

En revanche, rien n'autorise, du point de vue du comportement électoral et des attitudes politiques, à intégrer les 557 000 actifs employés dans le secteur des industries agro-alimentaires, même si l'avenir de l'agriculture, dans certaines régions, impacte fortement ce secteur industriel.

2/ Les mondes agricoles et les valeurs : un isolat

En termes de valeurs, nous retiendrons deux tendances à l'œuvre au sein de l'électorat agricole.

Une appartenance religieuse prégnante

La première tient à la persistance d'une appartenance religieuse forte. Cette tradition s'exprime avant tout dans les chiffres de l'observance religieuse. 22% des agriculteurs interrogés déclaraient en 2007 être catholique pratiquant contre 8,6% pour l'ensemble de la population soit 13 points d'écart. En outre, les enquêtes semblent illustrer le passage chez les agriculteurs d'un catholicisme social à un catholicisme identitaire.

Moralité sexuelle et travail : une opinion à part

En matière de morale sexuelle, alors que les personnes interrogées appartenant à d'autres catégories socioprofessionnelles considèrent que l'homosexualité est une pratique acceptable à 77%, elles ne sont que 64% chez les agriculteurs.

Le travail demeure également une valeur clef du vote agricole. Les études montrent que les agriculteurs considèrent, plus souvent que les autres, que les Français ne travaillent pas assez et que rares sont ceux qui trouvent que la France est un pays où l'on travaille beaucoup.

Enfin, les agriculteurs semblent également touchés par un fort sentiment d'insécurité. 42% d'entre eux déclarent que l'on ne se sent en sécurité nulle part. Le regard qu'ils portent sur le travail et le sentiment d'insécurité les conduit à penser qu'il y a trop d'immigrés en France : 63% contre 54% parmi les autres catégories socioprofessionnelles.

Éléments du particularisme agricole

% d'approbation des opinions suivantes	Agriculteurs	Ensemble des Français	Différentiel
Les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment	77 %	59 %	+18
L'homosexualité est une façon comme une autre de vivre sa sexualité	64 %	77 %	-13
Il y a trop d'immigrés en France	63 %	54 %	+9
On ne sent en sécurité nulle part	42 %	41 %	+1
Il faudrait rétablir la peine de mort	38 %	40 %	-2

Source : Panel Electoral Français - CEVIPOF - Ministère de l'intérieur 2007

3/ Ancrage à droite et contrastes régionaux

Tendance lourde et virage incertain

Parce qu'ils sont de moins en moins nombreux, les votes des agriculteurs sont de plus en plus difficiles à étudier nationalement sur la seule base de sondages. À cette sous-représentation s'ajoutent les difficultés pour les sondeurs d'isoler, malgré leur importance numérique, les retraités de l'agriculture tout comme les personnes travaillant en lien direct ou indirect avec le secteur agricole. Malgré une hétérogénéité liée à l'éclatement des positions sociales en agriculture, l'étude des votes agricoles permet tout de même de dégager une tendance lourde et un virage incertain.

La tendance lourde tient à l'ancrage à droite de ces votes. Comme d'autres catégories de travailleurs dits indépendants, le recours à l'interventionnisme économique tout comme la place occupée par la question salariale et environnementale dans les programmes de gauche contribuent à la méfiance qu'ils entretiennent à l'égard de partis tels que le PS ou Europe-Ecologie-Les Verts. La gauche n'apparaît pas crédible économiquement et est soupçonnée de vouloir mettre en place des dispositifs de protection sociale et environnementale trop contraignants à leurs yeux.

Bien que situés à droite, les agriculteurs n'en sont pas moins restés longtemps distants à l'égard de l'extrême droite. Comme l'a souligné Nonna Mayer, cette « réticence » envers le vote d'extrême droite pouvait s'expliquer par les liens très forts entre l'appareil d'encadrement professionnel agricole et la droite de tradition gaulliste ainsi qu'en raison d'une pratique religieuse et d'un taux de syndicalisation élevés.

L'adhésion aux idées défendues par Jean-Marie Le Pen

	Agriculteurs	Les autres	Ensemble
Tout à fait d'accord à Assez d'accord	40,60%	29,60%	30,10%
Plutôt en désaccord	28,70%	24,50%	24,70%
Tout à fait en désaccord	30,20%	45,80%	45,20%
Nsp	0,50%	0,10%	0,10%

Source : Baromètre Ifop-CEVIPOF, 2007

Cette réalité sera contrariée en 2002, année où Jean-Marie Le Pen atteindra 22% des suffrages chez les agriculteurs contre 10% en 1988. Il s'agit là d'un virage qui ne marque pas un ralliement massif au vote lepéniste mais témoigne d'une pénétration durable des thèmes portés par l'extrême droite au sein des mondes agricoles. On constatait en effet, à la veille de l'élection présidentielle de 2007, que la probabilité : « d'être tout à fait d'accord avec les idées de Jean-Marie Le Pen » était nettement supérieure chez les agriculteurs de 18 à 65 ans que dans le reste de la population, mais nettement inférieure chez les agriculteurs ou anciens agriculteurs de plus de 65 ans.

Retour sur l'élection de 2007 : continuité et incertitudes

L'estimation des comportements électoraux de la population agricole lors du premier tour indique que 35% de cette population³ a voté en faveur de Nicolas Sarkozy soit une proportion supérieure de 10 points au reste de la population. Seuls 8% de cette même population agricole a voté pour Ségolène Royal soit 13 points de moins que le reste de la population. Au second tour, 63% de la population agricole aurait voté pour Nicolas Sarkozy et 22% pour Ségolène Royal.

³ Par population agricole, les auteurs entendent, outre les agriculteurs exploitants, et co-exploitants, les aides familiaux, les ouvriers agricoles et les anciens agriculteurs exploitants en retraite.

Soulignons la proximité « sans homologie pure et parfaite » selon l'expression de Jérôme Fourquet entre le vote syndical et le vote politique. En effet, la connaissance des intentions de vote au second tour de l'élection présidentielle et les résultats du vote lors des élections aux chambres d'agriculture, la même année, permettent de constater que l'électorat proche de la FNSEA a massivement voté Nicolas Sarkozy.

La traduction régionale de ces votes présente des contrastes importants. Les départements où la population agricole vote très à droite ou à droite sont tous concentrés dans le quart nord-est de la France (à l'exception des Bouches-du-Rhône) tandis que les départements dans lesquels la population agricole semble voter majoritairement en faveur de la gauche sont tous au sud d'une ligne La Rochelle-Gap, à l'exception des Côtes-d'Armor et du Finistère. Entre ces deux blocs, se trouve une zone médiane assez incertaine.

De l'héritage chiraquien au sarkozisme agricole

La cote de popularité de Nicolas Sarkozy chez les agriculteurs est passée entre mai-août 2007 et février 2010 de 87% à 47% tout en gardant un différentiel de 10 points supérieur à la moyenne nationale. On constate donc une réelle difficulté pour Nicolas Sarkozy à garder durablement une cote de popularité parmi les agriculteurs au niveau de celle atteinte par Jacques Chirac. En effet, en 2002-2003, Jacques Chirac bénéficiait d'une popularité supérieure de 23 points chez les agriculteurs à celle de l'ensemble de la population.

Pour autant, il ne faudrait pas en conclure à un effritement de l'ancrage à droite du monde agricole durant le quinquennat de Nicolas Sarkozy. L'examen de l'évolution de la proximité partisane entre 1999 et 2009 illustre en effet une croissance de l'assise de l'UMP chez les agriculteurs avec un étiage proche de 45%. L'UMP

est clairement le parti majoritaire chez les agriculteurs, loin devant le PS dont le score n'atteint pas 20%. Cette fidélité signifie que le legs chiraquien, toujours vivace dans les campagnes, profite davantage au parti du président qu'au président lui-même.

Tout se passe comme si les mondes agricoles s'homogénéisaient sur le plan idéologique en même temps qu'ils s'amenuisent sur le plan démographique. Ce processus peut sembler paradoxal au regard de l'élargissement en son sein de l'éventail des revenus et des statuts. Il doit être compris comme le résultat de la situation unique que connaît ce groupe social dans la société française : une minorité venue d'une majorité et se sentant, à ce titre, isolée au sein du corps social et menacée de déclassement. Cette homogénéisation aux allures de renforcement identitaire consolide nettement l'ancrage à droite et s'accompagne notamment chez les jeunes d'une pénétration de thématiques portées par l'extrême droite.

Pour aller plus loin :

- > « Chiffres clés 2011 : les chiffres de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire », *Alim'agri*, hors-série n° 25, janvier 2011.
<http://agriculture.gouv.fr/alim-agri-chiffres-cles-2011>
- > HERVIEU (Bertrand), MAYER (Nonna), MULLER (Pierre), PURSEIGLE (François) et RÉMY (Jacques) (dir.), *Les Mondes agricoles en politique : de la fin des paysans au retour de la question agricole*, Paris, Presses de Sciences Po, Académique, 2010, 456 p. [ISBN 978-2-7246-1164-9]
- > IFOP, Département Opinion publique, *Analyse sur l'orientation politique des agriculteurs*, février 2010, 12 p.
http://www.ifop.fr/media/pressdocument/162-1-document_file.pdf
- > IFOP, Département Opinion et stratégies d'entreprise, *Analyse sur l'orientation politique des agriculteurs*, février 2011, 12 p.
http://www.ifop.fr/media/pressdocument/283-1-document_file.pdf
- > PURSEIGLE (François) (dir.), *Salariés et producteurs agricoles : des minorités en politique*, *Cahiers du CEVIPOF*, n° 48, Paris, CEVIPOF, avril 2008, 227 p. [ISSN 1146-7924]
- > GOMBIN (Joël) et MAYANCE (Pierre), « Tous conservateurs ? : analyse écologique du vote de la population agricole lors de l'élection présidentielle de 2007 », Bertrand Hervieu, Nonna Mayer, Pierre Muller, François Purseigle et Jacques Rémy (dir.), *Les Mondes agricoles en politique : de la fin des paysans au retour de la question agricole*, Paris, Presses de Sciences Po, Académique, 2010, pp. 193-216. [ISBN 978-2-7246-1164-9]